

LA DEUXIÈME GAUCHE DANS L'HISTOIRE DU SOCIALISME

Michel Winock

Gallimard | « Le Débat »

2019/1 n° 203 | pages 182 à 188

ISSN 0246-2346

ISBN 9782072836640

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-le-debat-2019-1-page-182.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Michel Winock

La deuxième gauche dans l'histoire du socialisme

Dans *Notre histoire intellectuelle et politique*, Pierre Rosanvallon retrace l'histoire de la « deuxième gauche » dont il fut partie prenante ; il en compose aussi la messe de *Requiem*. L'expression a été définitivement lancée en 1982 par l'ouvrage d'Hervé Hamon et de Patrick Rotman ; elle désignait le courant qui, à l'origine, était constitué principalement par la CFDT et le PSU, et dont le mot clé, le « mot-identité » – selon l'expression de Rosanvallon –, était « autogestion », que le mouvement de Mai 68 avait largement diffusé. Le « socialisme autogestionnaire » se démarquait du socialisme étatique, propre aux Partis socialiste et communiste, ayant scellé entre eux l'accord de 1972 sur le Programme commun de gouvernement. Deux conceptions de la gauche existaient donc. Cependant, les Assises du socialisme en 1974 officialisaient l'entrée au PS de Michel Rocard et d'une partie du PSU. Le projet des autogestionnaires était de

faire triompher leur thèse à l'intérieur même du PS.

Au congrès de Nantes, en 1977, Michel Rocard, désireux d'une clarification, prononça un grand discours connu sous le nom des « deux cultures » : « Il y a, disait-il, deux cultures politiques dans la gauche française. [...] La plus typée, qui fut longtemps dominante, elle est jacobine, elle est centralisatrice, elle est étatique, elle est nationaliste, elle est protectionniste. » Face à elle, il y a une autre culture, « qui réapparaît dans la gauche d'aujourd'hui, elle est là, elle est décentralisatrice, elle est régionalisatrice, elle refuse les dominations arbitraires, celle des patrons comme celle de l'État. Elle est libératrice, qu'il s'agisse des majorités dépendantes comme les femmes ou les minorités mal accueillies dans le corps social : jeunes, immigrés, handicapés. Cette culture fait fi du règlement et de l'administration. Elle préfère l'autonomie des

collectivités de base et l'expérimentation. Cette culture-là, c'est celle de mes quinze thèses sur l'autogestion.»

Cette opposition entre deux gauches ou, plus exactement, entre deux socialismes ne datait pas de 1968. Elle s'est manifestée, toutes choses égales d'ailleurs, depuis les débuts du socialisme au XIX^e siècle. Dès les premières pages de son livre, Pierre Rosanvallon évoque «les formes anciennes d'alternative au social-étatisme» et cite les traditions coopératives et associatives inspirées, en particulier, par Charles Fourier et Joseph Proudhon, «opposées à la vision collectiviste-guesdiste». Peut-être n'est-il pas inutile de retracer à grands traits cette histoire des deux socialismes, dont résonnait le congrès de Nantes de 1977.

Il est d'usage d'opposer le socialisme réformiste, souvent assimilé à la social-démocratie, au socialisme révolutionnaire, resté fidèle au projet marxiste. Or, à ses débuts, tout socialiste est favorable à la révolution sociale. Ce qui oppose au départ les deux socialismes, également révolutionnaires, c'est la question de l'État : d'un côté, ceux qui fixent la priorité dans la conquête du pouvoir politique, préalable à toute réorganisation économique et sociale ; de l'autre côté, ceux qui se défient de l'État (quand ils ne le récuse pas complètement, comme les anarchistes) et veulent construire la nouvelle société «par le bas», par l'initiative des ouvriers eux-mêmes. «L'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes», c'est une formule de Marx à laquelle il n'a pas été vraiment fidèle, offrant par ailleurs bien des gages à un socialisme autoritaire.

Plusieurs moments historiques ont illustré cette polarité entre les deux socialismes.

Dans les années 1840, un journal, *L'Atelier*,

inspiré par Philippe Buchez et entièrement rédigé par des prolétaires et des artisans, développe les idées de l'association ouvrière. Il s'oppose à Louis Blanc et à ses émules, favorables, eux, à une «organisation du travail» qui, grâce au soutien de l'État, créera des «ateliers sociaux», conçus comme des coopératives de production. Louis Blanc visait donc, lui aussi, un socialisme associatif, mais par l'intermédiaire de l'État : «Dans notre système, l'État se rendrait maître de l'industrie peu à peu et, au lieu du monopole, nous aurions obtenu la défaite de la concurrence : l'association.» Réplique de *L'Atelier* : «Ils attendent qu'on les affranchisse ! C'est un sentiment presque analogue à celui de l'esclave qui n'a pas l'énergie de briser sa chaîne et qui attend avec résignation qu'une force supérieure la lui enlève.» Proudhon bientôt ajoute sa voix contre Louis Blanc et ce qu'il appelle son «socialisme gouvernemental».

Proudhon ! Voilà bien la référence de cet autre socialisme qui rejette le socialisme étatique d'un Louis Blanc et l'obsession de la conquête du pouvoir d'un Auguste Blanqui. Rosanvallon cite dans son ouvrage plusieurs fois Joseph Proudhon, et Michel Rocard, dans son discours de Nantes, use d'un mot typiquement proudhonien : l'autonomie. Autonomie contre hétéronomie : le dualisme résumé. Dans ce discours, Rocard avait cru habile de citer Marx pour défendre la deuxième gauche, en rappelant que Marx visait le dépérissement de l'État. Et d'opposer la pensée de l'auteur du *Capital* à celle de Lassalle, de Lénine et de Guesde. C'était oublier – volontairement – que Marx préconisait la dictature du prolétariat, ce qui revenait à justifier le *primum* de l'action politique.

Pour avoir fustigé la propriété, Proudhon, dans un premier temps, fut apprécié par Marx. Les deux hommes eurent l'occasion d'échanger

Michel Winock
La deuxième gauche
dans l'histoire du socialisme

directement leurs idées à Paris en 1844. Marx tenta, selon sa propre expression, d'injecter son hégélianisme dans la tête du Jurassien. Celui-ci refusait à la dialectique hégélienne la capacité de surmonter la contradiction par une synthèse, à ses yeux forcément « gouvernementale ». Et quand, deux ans plus tard, Marx tenta encore d'entraîner Proudhon dans une organisation qui visait à l'enseignement des masses, il se heurta à l'antidogmatisme de son concurrent et bientôt son rival : « Parce que nous sommes à la tête du mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion ; cette religion fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison. » Encore un an, et la rupture était consommée : à la *Philosophie de la misère* de Proudhon, Marx répliqua par sa *Misère de la philosophie*, rejetant le « petit-bourgeois, ballotté constamment entre le Capital et le Travail, entre l'économie politique et le communisme ».

Proudhon, ennemi de la révolution politique, tout juste bonne à ses yeux qu'à reconstituer la tyrannie, désigne deux ennemis, la société d'exploitation capitaliste et le communisme étatique, tout aussi despotique par d'autres moyens. Il professe alors l'« anarchie positive » ou « mutualisme », soit une justice commutative où les contractants s'engagent réciproquement dans un échange équitable et renoncent à toute prétention au gouvernement. Le principe d'autonomie de la personne et du groupe ne signifie pas, pour lui, l'exacerbation du moi individuel ou du moi collectif ; les concepts qu'il leur oppose sont la mutualité et la fédération, garants du lien social. Au mutualisme économique doit correspondre le fédéralisme politique. Sans remettre en question la production individuelle, notamment dans l'agriculture, Proudhon préconise la formation de « compagnies ouvrières »,

unités de production autogérées et associées en fédérations. Pour parvenir à instaurer la « fédération agricole-industrielle », il propose la sécession, l'abstentionnisme électoral, la rupture avec la bourgeoisie : « Je pousse la plèbe à la séparation, ce grand moyen de la plèbe romaine, et, en doublant ce séparatisme de fédéralisme et de socialisme, je me flatte d'éviter l'écueil césarien où s'abîma l'illustre république. » Un jour viendra où la contre-société deviendra la société.

La tension entre les deux socialismes se manifeste encore après la mort de Proudhon en 1865. L'année précédente, l'Association internationale des travailleurs (AIT) avait été créée à Londres par une délégation française, largement proudhonienne, des syndicalistes anglais et un certain nombre de réfugiés politiques d'autres pays. Karl Marx, présent, est coopté dans un comité central provisoire, au sein duquel il va agir en faveur de ses thèses ; il participe ainsi activement à la rédaction des statuts et de l'Adresse inaugurale de l'Internationale ouvrière. Dans ce texte, Marx affirme : « La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. » Un conseil général, siégeant à Londres, devait aider à l'unification nationale des mouvements ouvriers. Au départ, la I^{re} Internationale est très hétérogène, mais Marx, utilisant le conseil général de Londres, s'évertue à imposer ses théories à l'ensemble du mouvement. Dans un premier temps, il doit lutter contre l'influence des proudhoniens, c'est-à-dire les cofondateurs français de l'Internationale ; ensuite il doit se battre contre Bakounine qui, lui aussi, se réclame de Proudhon, dans le sens le plus anarchiste : la lutte entre les deux hommes allait finalement provoquer une scission dans l'Internationale, dans les années 1870.

Entre-temps éclate, le 18 mars 1871, la Commune de Paris, dans laquelle une minorité d'«internationaux», avec Eugène Varlin, se trouvent en désaccord avec la majorité des jacobins et blanquistes. Ceux-ci sont partisans d'une Commune dictatoriale ; ceux-là défendent une conception fédéraliste de la Commune. Au moment de la guerre civile, où le Conseil de la Commune eut à exposer clairement sa politique, une Déclaration au peuple français fut publiée le 19 avril. Il s'agissait de concilier les divers courants, mais la tonalité générale c'est son aspect fédéraliste, l'autonomie communale et la fédération des communes, dans la filiation proudhonienne : «L'unité, telle qu'elle nous a été imposée jusqu'à ce jour par l'empire, la monarchie et le parlementarisme, n'est que la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire et onéreuse. L'unité politique, telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané et libre de toutes les énergies individuelles en vue d'un but commun, le bien-être, la liberté et la sécurité pour tous.» Courbet, membre de la minorité, pouvait s'exclamer : «Ah ! Paris, Paris la grande ville, vient de secouer la poussière de toute féodalité. Sa révolution est d'autant plus équitable qu'elle part du peuple. Ses apôtres sont ouvriers, son Christ a été Proudhon.» Proudhonien émancipé ou néoproudhonien, Varlin, comme Proudhon, récusait tout ce qui pouvait ressembler à une dictature du prolétariat ; il croyait à l'action collective, aux sociétés corporatives dans lesquelles s'élaborait l'esprit nouveau. De la Commune, abattue par la Semaine sanglante du mois de mai 1871, aucune des deux tendances concurrentes, le jacobinisme et le fédéralisme, ne sortit victorieuse.

Toutefois, l'AIT continuait son chemin, au sein de laquelle deux révolutions socialistes s'affron-

taient, celle de Marx et celle de Bakounine. À la déclaration de la guerre franco-prussienne en 1870, Marx avait pris parti pour Bismarck : «Les Français ont besoin d'une volée», écrivait-il à Engels le 20 juillet 1870. Si les Prussiens gagnent, la centralisation du pouvoir d'État allemand sera utile à la classe ouvrière allemande. Si l'Allemagne l'emporte, le centre de gravité du mouvement ouvrier européen se déplacera de la France à l'Allemagne, et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays de 1866 à nos jours pour voir que, du point de vue de la théorie et de l'organisation, la classe ouvrière allemande est supérieure à la française. Son poids accru sur la scène mondiale signifiera aussi que notre théorie l'aura emporté sur celle de Proudhon.» Bakounine, de son côté, défendit la cause française contre l'Allemagne, au nom de la liberté : «À la place de son socialisme vivant et réel [celui des Français], nous aurons le socialisme doctrinaire des Allemands, qui ne diront plus que ce que les baïonnettes prussiennes leur permettront de dire.»

En 1872, Bakounine, précisant ses positions, s'insurgeait contre une «soi-disant dictature révolutionnaire» : «J'ai toujours pensé et je pense qu'une pareille dictature, résurrection inespérée de l'État, ne peut avoir d'autre effet que de tuer la vitalité et la puissance vraiment populaires de la révolution.» Benoît Malon, futur fondateur de *La Revue socialiste*, résumait ainsi l'affrontement idéologique entre les partisans de Marx et ceux de Bakounine : «Il se trouve à la tête de l'Internationale un Conseil anglo-germanique décidé à faire prévaloir ce qu'ils appellent l'idée étatiste. Les dissidents répondent naturellement par le mot commune...» Transféré à New York en 1872, le conseil général de l'AIT et l'AIT elle-même ne survécurent pas à la mort de Bakounine en 1876.

Michel Winock
La deuxième gauche
dans l'histoire du socialisme

C'est au cours des années 1880 que l'on assiste en France à l'essor d'un mouvement ouvrier, au sein duquel on observe le renouvellement de l'opposition entre les deux socialismes. Le contenu des doctrines évolue, mais la discordance originelle demeure entre les tenants d'un socialisme politique, organisé en parti de classe, dont le premier objectif est la conquête du pouvoir central, et les partisans d'une révolution sociale sans l'État ou contre l'État. La première tendance est incarnée par Jules Guesde, fondateur du Parti ouvrier avec Paul Lafargue et Gabriel Deville. Plusieurs organisations socialistes rivalisent alors entre elles, mais finissent par fusionner avec la création de la SFIO en 1905, à laquelle adhèrent Jaurès aussi bien que Guesde. Section française de l'Internationale ouvrière, c'est-à-dire membre de la II^e Internationale créée en 1889, le Parti socialiste se définissait comme un parti « de lutte des classes et de révolution » : la conquête du pouvoir politique était la première finalité de son action.

Un autre socialisme avait pris corps entre-temps, celui du syndicalisme révolutionnaire, né des luttes ouvrières sur le terrain. Les grèves que la France connaît dans les années 1880 ne sont pas lancées et dirigées par des syndicats ; au contraire, c'est à partir des grèves, comme l'a montré Michelle Perrot, que les syndicats sont créés, qui aboutissent à la fondation de la CGT en 1895. Parallèlement a pris son essor le mouvement des bourses du travail qui, en 1892, donnait naissance à la Fédération des bourses du travail, à laquelle est attaché le nom de Fernand Pelloutier et qui finira par intégrer et renforcer la CGT en 1902. L'année qui suivit la naissance de la SFIO, la CGT réaffirma en son congrès d'Amiens ses principes et positions, connus sous le nom de « charte d'Amiens » : indépendance syndicale, action directe contre le patronat, lutte de classes

en vue de l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste. Le Congrès préconise comme moyen d'action la grève générale « et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ». Contrairement au guesdisme, qui subordonne le syndicat au parti, la CGT récuse l'action politique et parlementaire. « L'idée essentielle du syndicalisme, écrivait Édouard Berth dans *Les Nouveaux Aspects du socialisme* (1908), est qu'il est impossible de se servir de l'État dans un sens ouvrier ; l'État est chose bourgeoise, par essence et destination ; et, par conséquent, le triomphe de la classe ouvrière ne peut se réaliser que par la destruction de l'État, sa décomposition ou sa résorption au sein des organismes ouvriers. Le guesdisme, lui, se contente de conquérir l'État, de substituer au personnel gouvernemental bourgeois un personnel soi-disant ouvrier [...] ».

Un certain nombre de syndicalistes révolutionnaires prirent fait et cause en octobre 1917 pour la révolution bolchevique, qu'ils comprirent comme une révolution « soviétique ». La révolution d'Octobre n'avait-elle pas eu lieu sur le mot d'ordre de Lénine : « Tout le pouvoir aux soviets » ? Le quiproquo était manifeste : « Nous avons adhéré au PC, écrira plus tard Alfred Rosmer, parce que nous avons retrouvé dans les idées et l'action de l'Internationale communiste tout ce qu'il y avait de vivant, de durable, de fécond dans le syndicalisme, accru de l'expérience de la guerre et de la révolution. » Ils durent déchanter plus ou moins rapidement. C'est bien le socialisme autoritaire à parti unique, prétendant exercer la « dictature du prolétariat », qui avait triomphé, les soviets ayant été noyautés et conquis par les bolcheviks et devenant les soutiens d'un pouvoir d'État autoritaire, qualifié de

« prolétarien ». Pour la première fois, une révolution socialiste avait eu lieu et c'était le socialisme étatique qui s'était imposé sous la poigne de fer de l'Armée rouge, de la police d'État et d'un parti hiérarchisé et centralisé. La démocratie des soviets n'avait connu qu'une saison. La dictature du prolétariat avait une forme enfin trouvée, c'était la dictature du Parti communiste.

L'illusion ne survécut pas à la mort de Lénine en 1924. Le communisme d'appareil l'emportait définitivement sur la révolution vivante. Rosmer et Monatte, exclus du Parti communiste, fondent avec Maurice Chambelland, en 1925, *La Révolution prolétarienne*, une revue qui entend maintenir les idéaux du syndicalisme révolutionnaire. Anton Pannekoek, fondateur du Parti communiste hollandais, antiparlementaire, défenseur des soviets, déçu dès 1921 par le tour pris par la révolution russe, s'en prend directement à Lénine. Celui-ci réplique dans une brochure promise à la célébrité : *Le Gauchisme maladie infantile du communisme*. Admirateur des soviets, ayant participé lui-même à l'expérience « conseilliste » de la révolution allemande de 1919, Pannekoek et son ami Görter allaient se faire les théoriciens des conseils ouvriers en même temps que les procureurs de la révolution léniniste. Pour eux, les conseils ouvriers devaient être la matrice du mouvement révolutionnaire, et la grève de masse avec occupation des usines un des instruments privilégiés. Ce n'était pas à un parti de faire la révolution, mais à la classe ouvrière dans son ensemble, par le truchement de ses conseils.

Après l'accession de Staline au pouvoir, le deuxième socialisme fut mis en veilleuse. L'ancienne CGT devint réformiste, en rivalité avec la CGTU communiste et en attendant leur fusion en 1936. Le socialisme d'État, le socialisme politique, le socialisme de parti, l'emporta définitivement, soit sous la forme d'une SFIO

répétant officiellement le catéchisme marxiste, soit sous la forme d'un parti communiste, membre d'une III^e internationale entièrement aux mains du Parti communiste soviétique. C'est la révolte ouvrière en Hongrie, en 1956, qui parut redonner vie au conseillisme, jusqu'au moment où la révolution hongroise des conseils fut brisée par les chars soviétiques.

L'ouvrage de Pierre Rosanvallon met en lumière la grande espérance qui suivit Mai 68 et se diffusa dans les années 1970. Le socialisme de parti, traditionnel, n'avait en tête que l'accession au pouvoir politique. Son chef, François Mitterrand, « totalement étranger à l'esprit de Mai », se souciait de stratégie plus que des idées. C'est avant tout, en effet, au sein de la CFDT que l'autogestion prit forme, en faisant de l'autogestion son étendard. Dans ces années 1970, deux épisodes différents ont vivifié la deuxième gauche. Ce fut d'abord le mouvement intellectuel de l'antitotalitarisme, appuyé sur les dissidents de l'URSS et qui remettait fondamentalement en question le centralisme construit par Lénine et aggravé par Staline. Dans un autre domaine, ce fut l'épisode Lip, l'usine horlogère de Besançon qui, menacée d'un dépôt de bilan, fut prise en charge par les ouvriers. Après leur grève, ils s'emparent de la production, sous l'action de la section CFDT et de son leader Charles Piaget. Le gouvernement Mesmer tente de régler l'affaire par la force, mais, le 29 septembre, environ cent mille manifestants à Besançon soutiennent les « Lip ». On pouvait lire dans une de leurs feuilles militantes : « L'autogestion est perçue par beaucoup de travailleurs comme le synonyme de socialisme. »

La victoire de la gauche en 1981 devait dissoudre ces illusions : « La gauche, écrit Rosanvallon, me semblait triompher en ayant en

Michel Winock
La deuxième gauche
dans l'histoire du socialisme

même temps régressé, la victoire s'étant accompagnée de la valorisation d'un programme qui faisait trop signe vers le passé. [...] Le réalisme est ainsi insensiblement devenu la drogue douce de la deuxième gauche dans les années 1980.»

Étatique ou autogestionnaire, le socialisme n'est plus tellement de saison; la gauche a fait ses « adieux au prolétariat ». Les grands mots d'« autonomie », d'« émancipation », d'« auto-gestion » n'ont pas survécu, apparemment, à l'épreuve du réel. Toutefois, ayant cessé d'être

une « utopie positive », ils peuvent rester un ensemble de valeurs transcendantes, la base d'une éthique de gauche, un pôle de résistance à tous les abus d'autorité dans une démocratie à reconstruire. Ils peuvent être aussi une source d'inspiration pour le mouvement associatif en pleine croissance, allumant dans la monarchie républicaine des contre-pouvoirs au cœur de la société civile.

Michel Winock.